
Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et décision signalés

Nicolas Hervieu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10812>

DOI : 10.4000/revdh.10812

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et décision signalés », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 20 novembre 2011, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10812> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10812>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

Tous droits réservés

Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et décision signalés

Nicolas Hervieu

1°/- Droits des étrangers (Art. 3 CEDH) : conventionalité du renvoi d'un moudjahidin vers la Tunisie en raison du changement de régime politique_

- 1 Le renvoi vers la Tunisie d'un combattant moudjahidin – lui-même de nationalité tunisienne et arrivé en Bosnie-Herzégovine afin de participer à la guerre de 1992 à 1995 – **ne serait pas de nature à exposer ce dernier à des traitements contraires à l'article 3 (interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants** – N.B. : sur le « phénomène » des moudjahidines en ex-Yougoslavie, v. Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, 15 mars 2006, *Hadžihasanović and Kubura*, IT-01-47-T, §§ 411-418, extraits cités au § 8 : « le mot 'moudjahidin' désigne les musulmans qui combattent dans le cadre du jihad, ou guerre sainte » – “the term ‘mujahedin’ refers to Muslims fighting a jihad, or holy war”). En refusant d'estimer qu'un tel renvoi en Tunisie engagerait « par ricochet » la responsabilité conventionnelle de la Bosnie-Herzégovine – où se trouve le requérant menacé d'une expulsion, suspendue *in extremis* en décembre 2009 en vertu d'une mesure provisoire (§ 5 et 16 – Art. 39 du Règlement de la Cour) –, **la Cour européenne des droits de l'homme opte pour une solution d'une grande importance**. En effet, les renvois de « terroristes islamistes » – réels ou soupçonnés de l'être – vers les pays du Maghreb ont suscité un abondant et récurrent contentieux devant la juridiction strasbourgeoise. Malgré d'intenses pressions étatiques, cette dernière a tenu une ligne jurisprudentielle remarquablement ferme et constante : **la protection contre le risque d'actes et de traitements contraires aux articles 2 (droit à la vie) et 3 (interdiction de la torture) en cas d'expulsion vers un pays tiers reste absolue, même s'agissant de terroristes**. Or, à l'aune des pratiques utilisées au nom de « lutte contre le terrorisme » par les divers régimes alors en place dans ces pays du Maghreb, **de tels renvois étaient très**

fréquemment interdits par la Cour (vers la Tunisie : Cour EDH, G.C. 28 février 2008, *Nassim Saadi c. Italie*, Req. n° 37201/06 – ADL du 28 février 2008 ; Cour EDH, 2^e sect. 24 février 2009, *Ben Khemais c. Italie*, Req. n° 246/07 – ADL du 25 février 2009 ; Cour EDH, 2^e Sect. 5 avril 2011, *Toumi c. Italie*, Req. n° 25716/09 – ADL du 6 avril 2011 ; **vers l'Algérie :** Cour EDH, 5^e Sect. 3 décembre 2009, *Daoudi c. France*, Req. n° 19576/08 – ADL du 3 décembre 2009 ; **vers le Maroc :** Cour EDH, 5^e Sect. 18 novembre 2010, *Boutagni c. France*, Req. n° 42360/08 – ADL du 18 novembre 2010 ; **vers la Lybie :** Cour EDH, 3^e Sect. 20 juillet 2010, *A. c. Pays-Bas*, Req. n° 4900/06 – ADL du 26 juillet 2010).

- 2 Mais dans la foulée de ce qui a été fréquemment qualifié de « *Printemps arabe* », **la Cour européenne des droits de l'homme était nécessairement et logiquement amenée à vérifier si de telles menaces perduraient encore au lendemain des quelques notables évolutions dans le paysage politique (Algérie, Maroc) voire de véritables renversements de régimes (Tunisie, Lybie et – au-delà du Maghreb – l'Égypte).** Très récemment, les juges européens ont ainsi examiné les changements survenus en Algérie (en particulier la levée de l'état d'urgence le 23 février 2011) afin d'apprécier leur impact sur le traitement des personnes soupçonnées de terrorisme. Fort prudemment, la Cour avait alors estimé qu'« *en raison du caractère récent de la levée de l'état d'urgence, [elle] ne dispos[ait] d'aucun élément concret permettant d'infirmier ou de confirmer* » le maintien de pratiques contraires à l'article 3, d'autant que d'autres éléments attestaient de leur persistance (Cour EDH, 5^e Sect. 22 septembre 2011, *H.R. c. France*, Req. n° 64780/09, § 60-65 – ADL du 24 septembre 2011).
- 3 Dans la présente affaire *Al Hanchi c. Bosnie-Herzégovine*, **la Cour européenne des droits de l'homme donne cette fois son feu vert pour un renvoi vers la Tunisie (§ 45)**, du moins au titre de l'article 3 et sous l'angle du mécanisme de « *violation par ricochet* » (s'agissant des griefs tirés du droit au respect de la vie privée et familiale – Art. 8 –, la Cour les juge prématurés car un recours devant la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine est encore pendant, notamment à ce propos – § 56). **Mais c'est également à l'issue d'un examen attentif de la situation actuelle en Tunisie qu'une telle solution est adoptée.** Tout en confirmant **le principe d'interdiction absolue de la torture** même au profit de personnes « *indésirables ou dangereuses* » (§ 36), la Cour estime que « **la situation dans le pays de destination peut changer au fil du temps** » (§ 41 – “*the situation in a country of destination may change in the course of time*”). Dès lors, à l'heure de juger si l'intéressé « *serait exposé à un risque réel de subir des traitements contraires à l'article 3* » (§ 42), **il importe de tenir compte des « conditions actuelles » (§ 41) dans le pays de renvoi** et, s'agissant spécifiquement de la Tunisie, **des « récents changements dans ce pays »** (§ 42 – “*the Court must examine whether the applicant, if deported to Tunisia, would face a real risk of being subjected to treatment contrary to Article 3, despite the recent changes in that country*”).
- 4 A l'aide de diverses sources d'informations (Mémorandum en date du 1^{er} juin 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe – § 26 – ; Rapport de visite du 21 mai 2011 par le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur la torture – § 27 – ; Rapport de visite du 26 mai 2011 par le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme – § 28) et après avoir invité le 8 mars 2011 les parties au contentieux à présenter des observations écrites complémentaires « *à la lueur du changement de régime en Tunisie* » (§ 7), **la juridiction européenne dessine un premier bilan positif des évolutions consécutives au renversement du régime de l'ancien président Ben Ali.** Ainsi, il est relevé que « **le processus de transition**

démocratique en Tunisie progresse et [que] plusieurs étapes ont déjà été franchies pour ce qui est du démantèlement des structures oppressives de l'ancien régime ainsi que s'agissant de la mise en place des éléments d'un système démocratique » (§ 43 – dissolution des forces de sécurité accusées de violation des droits de l'homme ; amnistie des prisonniers politiques ; anciens responsables des ministères de l'Intérieur et de la Justice limogés et/ou poursuivis pénalement etc. – « *the process of democratic transition in Tunisia is in progress and steps have already been taken to dismantle the oppressive structures of the former regime and put in place elements of a democratic system: notably, security forces widely accused of human-rights abuses during the former regime, including the State Security Service, were dissolved; an amnesty was granted to all political prisoners, including those who had been held under the controversial anti-terrorism law; and a number of high- and mid-ranking officials from the Ministry of Interior and the Ministry of Justice were dismissed and/or prosecuted for past abuses* »). Sans ignorer l'existence « *d'incidents sporadiques* », la Cour juge néanmoins qu'**aucune preuve ne vient étayer l'idée que « les islamistes, en tant que groupe, seraient systématiquement visés depuis ce changement de régime »** (§ 44). Cette appréciation est confirmée – toujours aux yeux de la Cour – par le retour en Tunisie de Rachid Ghannouchi, « *leader du principal mouvement islamiste tunisien (Ennahda)* » qui, le 1^{er} mars 2011, a pu obtenir le statut officiel de parti politique (N.B. : ce parti a depuis remporté une victoire électorale lors de la désignation des membres de l'Assemblée constituante tunisienne et l'un de ses leaders pourrait être désigné Premier Ministre). Plus généralement encore, **la juridiction européenne note favorablement que la Tunisie s'est volontairement soumise à deux instruments internationaux prévoyant divers mécanismes de contrôle du respect des droits de l'homme** (§ 44 – signature du Protocole facultatif à la Convention des Nations-Unies contre la Torture – visites préventives dans les centres de détention – ; adhésion au Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques – compétence du Comité des droits de l'homme des Nations-Unies pour examiner des communications individuelles). Autant d'indices qui manifestent, selon les juges strasbourgeois unanimes, « *la détermination des autorités tunisiennes à éradiquer une fois pour toutes la culture de violence et d'impunité propre à l'ancien régime politique* » (§ 44 – “*This shows the determination of the Tunisian authorities to once and for all eradicate the culture of violence and impunity which prevailed during the former regime*”).

- 5 Bien évidemment, **cette solution strasbourgeoise ne préjuge aucunement de l'avenir tunisien**. De la même façon qu'un changement de circonstances a permis de justifier la levée de l'interdiction des renvois d'islamistes vers la Tunisie, **un retour au statu quo ante ou toute autre évolution témoignant d'une violation des exigences conventionnelles les plus impérieuses** – telles que l'interdiction de la torture et le droit à la vie – **pourraient conduire à un retour de cette interdiction**, notamment au profit d'autres catégories que les islamistes. Quoiqu'il en soit, et ce faisant, la Cour européenne des droits de l'homme confirme à nouveau et de façon éclatante que **le contentieux des étrangers mais aussi la lutte contre le terrorisme ne peuvent en aucun cas s'affranchir du respect des exigences conventionnelles**. Et ce, non seulement dans les pays d'accueil, mais également jusqu'au sein même des pays d'origine voire, *in fine*, de destination.

*

- 6 Cour EDH, 4^e Sect. 15 novembre 2011, *Al Hanchi c. Bosnie-Herzégovine*, Req. n° 48205/09 (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais
- 7 Jurisprudence liée :
- 8 - Sur l'engagement de responsabilité « *par ricochet* » en cas d'expulsion ou d'extradition vers un pays tiers exposant l'intéressé à un risque de violation conventionnelle grave : Cour EDH, 5^e Sect. 22 septembre 2011, *H.R. c. France*, Req. n° 64780/09 – ADL du 24 septembre 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 7 juin 2011, *R.U. c. Grèce*, Req. n° 2237/08 – ADL du 7 juin 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 5 avril 2011, *Toumi c. Italie*, Req. n° 25716/09 – ADL du 6 avril 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 2 décembre 2010, *B. A. c. France*, Req. n° 14951/09 – ADL du 6 décembre 2010 ; Cour EDH, 3^e Sect. 20 juillet 2010, *A. c. Pays-Bas*, Req. n° 4900/06 – ADL du 26 juillet 2010 ; Cour EDH, 5^e Sect. 3 décembre 2009, *Daoudi c. France*, Req. n° 19576/08 – ADL du 3 décembre 2009.
- 9 - Sur l'évaluation et la preuve des risques encourus dans le pays de destination : Cour EDH, 5^e Sect. 27 octobre 2011, *Ahorugeze c. Suède*, Req. n° 37075/09 – ADL du 30 octobre 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 31 mai 2011, *E.G. c. Royaume-Uni*, Req. n° 41178/08 – ADL du 4 juin 2011 ; Cour EDH, G.C. 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, Req. n° 30696/09 – ADL du 21 janvier 2011 (2) ; Cour EDH, 4^e Sect. Dec. 6 juillet 2010, *Babar Ahmad et autres c. Royaume-Uni*, Req. n° 24027/07, 11949/08 et 36742/08 – ADL du 26 juillet 2010 ; Cour EDH, 4^e Sect., 2 mars 2010, *Al-Saadoon et Mufdhi c. Royaume-Uni*, Req. n° 61498/08 – ADL du 3 mars 2010 ; Cour EDH, G.C. 28 février 2008, *Nassim Saadi c. Italie*, Req. n° 37201/06 – ADL du 28 février 2008.

2°/- Abus du droit de recours individuel (Art. 35.3 a) CEDH) : Sanction de la quérulence devant la Cour européenne des droits de l'homme

- 10 **En raison de l'abus du droit de recours individuel dont elles témoignent**, les onze requêtes initiées devant la Cour européenne des droits de l'homme par un avocat serbe inscrit au Barreau de Belgrade (« *the Belgrade Bar Association* ») **sont déclarées irrecevables (Art. 35.3)**. A de nombreux égards, la décision d'irrecevabilité rendue par la Cour ne manquait pas d'originalité, ne serait-ce qu'en raison du profil présenté par le principal intéressé. Pour employer un doux euphémisme, ce dernier n'était pas inconnu du prétoire strasbourgeois. **Il a déposé pas moins de 500 requêtes** contre plusieurs États parties (Croatie, Slovénie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine) avec une prédilection particulière pour la Serbie. En décembre 2010, **ses seules requêtes représentaient plus de 11 % de la totalité des requêtes introduites contre l'État serbe** (400 requêtes sur 3 500). De plus, et à plusieurs reprises, de forts doutes ont été émis sur l'authenticité des pouvoirs conférés par les requérants à cet avocat. Il est ainsi arrivé que ce dernier prétende représenter les intérêts de personnes décédées, notamment alors même que le décès était intervenu avant... la date de signature du pouvoir.
- 11 Faisant les frais d'un tel comportement, la Cour européenne des droits de l'homme se devait donc de réagir face à ce qui s'apparente à **une certaine forme de quérulence** (Lire Paul Cassia, « Entre droit et psychiatrie : la quérulence processuelle », in *AJDA*, 2006, n° 22, p. 1185 : « Issue du latin querulus "qui se plaint", [la notion de quérulence processuelle] est connue de longue date des psychiatres qui l'utilisent pour

désigner **celui qui a la manie des procès**. Elle se manifeste cliniquement par une saisine acharnée, sans le recours à un mandataire, d'une juridiction par un même requérant, tendant à mettre en cause, de manière frénétique et par des moyens à la limite du rationnel, soit des mandataires de justice, soit les membres de la juridiction, soit des actes dont la contestation est une "caisse de résonnance" pour ses convictions personnelles ». Pour une analyse de ce comportement devant les juridictions administratives françaises, v. aussi Fabrice Lemaire, « Les requérants d'habitude », in RFDA, 2004, n° 3, pp. 554-572). Pour mettre fin à une telle frénésie contentieuse – qui, en sus des caractéristiques traditionnelles de la quérulence, semble également motivée par des considérations financières –, **plusieurs pistes de solutions ont été tentées par la Cour, mais en vain**. En mars 2010, il fut **d'abord** interdit à cet avocat de représenter des requérants à Strasbourg et ce, **de façon générale alors que le Règlement de la Cour tend à ne prévoir qu'une exclusion ponctuelle lors d'une procédure précise** (v. Art. 36.4 b) du Règlement de la Cour : « Dans des circonstances exceptionnelles et à tout moment de la procédure, le président de la chambre peut, lorsqu'il considère que les circonstances ou la conduite du conseil ou de l'autre personne désignés conformément à l'alinéa précédent le justifient, décider que ce conseil ou cette personne ne peut plus représenter ou assister le requérant et que celui-ci doit chercher un autre représentant » ; v. aussi l'article 44D du même Règlement : « (Observations hors de propos formulées par une partie) : Si le représentant d'une partie formule des observations abusives, frivoles, vexatoires, trompeuses ou prolixes, le président de la chambre peut l'exclure de la procédure, refuser d'admettre tout ou partie des observations en cause ou rendre toute ordonnance qu'il juge appropriée, sans préjudice de l'article 35 § 3 de la Convention »). Mais il contourna cet obstacle, notamment en agissant lui-même en qualité de requérant pour des faits qui concernaient à l'évidence d'autres personnes. **Ensuite**, le Greffe de la Cour alerta en décembre 2010 le Président du Barreau de Belgrade sur ce comportement. Mais si ce dernier annonça qu'une enquête disciplinaire allait être menée dans de brefs délais, la Cour n'a depuis jamais reçu d'informations sur les suites éventuellement données à cette affaire. Au moment où l'instauration d'une « *représentation obligatoire des requérants par un avocat* » est parfois envisagée parmi les moyens susceptibles de réduire le nombre de requêtes portées à Strasbourg (v. ADL du 1^{er} mai 2011), une telle situation ne manque pas d'ironie et nourrira sans doute les réflexions sur un possible encadrement du ministère d'avocat devant la Cour.

- 12 A la différence d'autres juridictions, **aucun mécanisme d'amende pour recours abusif n'est prévu au sein du système conventionnel** (comp. en France et not. l'article R 741-12 du Code de justice administrative, l'article 32-1 du Code de procédure civile ou l'article 177-2 du Code de procédure pénale). **Une autre voie est toutefois ouverte à la Cour pour contrer les démarches contentieuses abusives : l'irrecevabilité de la ou des requêtes initiées** (Art. 35.3 a) de la Convention : « La Cour ne retient aucune requête individuelle introduite en application de l'article 34, lorsque [...] la requête est [...] abusive »). Après avoir rappelé que le droit au recours prévu à l'article 34 « n'institue pas pour les individus une sorte d'actio popularis » mais est seulement ouvert à **ceux qui peuvent se prétendre victime – même potentiellement – d'une violation conventionnelle**, la juridiction strasbourgeoise indique que « la notion d'abus », au sens de l'article 35 § 3 de la Convention, doit être comprise dans son sens ordinaire retenu par la théorie générale du droit – à savoir **l'exercice préjudiciable d'un droit au service d'une finalité autre que celles pour lesquelles il a été créé** » (Cour EDH, 3^e Sect. 15 septembre 2009, *Miroļubovs et autres c. Lettonie*, Req. n° 798/05 ; sur l'interdiction de l'abus de droit dans un autre contexte, v. aussi l'article 17 de la Convention). « En conséquence, **tout**

comportement d'un requérant manifestement contraire à la vocation du droit de recours établi par la Convention et entravant le bon fonctionnement de la Cour ou le bon déroulement de la procédure devant elle peut être qualifié d'abusif » (“As regards the concept of “abuse”, within the meaning of Article 35 § 3 of the Convention, it must be understood in its ordinary sense according to general legal theory – namely, the harmful exercise of a right for purposes other than those for which it is designed. Accordingly, any conduct of an applicant that is manifestly contrary to the purpose of the right of individual application as provided for in the Convention and impedes the proper functioning of the Court or the proper conduct of the proceedings before it constitutes an abuse of the right of application”). En ce sens, donc, **sont abusives les requêtes quérulentes qui révèlent un tel dévoiement du droit au recours** (« querulous complaints », régulièrement traduit en français par « requêtes chicanières » – v. not. Com. EDH Dec. 15 octobre 1987, Mainz c. Royaume-Uni, Req. n°13284/87. Pour une affaire récente sur la notion de « requête chicanière », v. Cour EDH, 2^e Sect. 26 avril 2011, Steulet c. Suisse, Req. n° 31351/06 – ADL du 27 avril 2011).

- 13 Sans surprise et à l'unanimité, la Cour estime que **le comportement contentieux de cet avocat serbe relève d'un tel abus. Partant, elle sanctionne d'irrecevabilité l'ensemble de ses onze requêtes**. Il est en effet jugé que le dépôt de ces dernières aspirait essentiellement à « contourner la décision de la Cour de restreindre [la] capacité [de cet avocat] à représenter des clients devant elle, ce qui est en soi constitutif d'un outrage à la Cour, et doit donc être considéré comme un abus éhonté du droit de recours individuel » (“his conduct as of 3 March 2010 was primarily aimed at circumventing the Court's decision to restrict his ability to represent clients before it, which of itself amounts to a contempt of court and must, as such, be considered as a brazen abuse of the right of individual petition”). Cette décision et le langage très ferme de la Cour sonnent aussi comme **un avertissement adressé aux requérants enclins à des démarches abusives et quérulentes**. La juridiction strasbourgeoise tient en effet à souligner qu'« au moment où [elle] est appelée à s'occuper de nombreuses affaires soulevant des questions particulièrement graves relatives aux droits de l'homme, elle ne peut se permettre de gaspiller ses efforts sur des sujets qui ne relèvent manifestement pas de ses véritables missions » (“At a time when the Court is called upon to deal with many cases raising particularly serious human rights issues, it cannot afford to waste its efforts on matters obviously outside of the scope of its real mission, which is to ensure the observance of the solemn, Convention-related, engagements undertaken by the States Parties”). Dans ce contexte où le Palais des Droits de l'Homme continue d'être **submergé par un flot croissant de requêtes** (pour la seule année 2010, 61 300 requêtes transmises pour 41 183 requêtes traitées ; v. les bilans annuels successifs : ADL du 27 janvier 2011 ; ADL du 29 janvier 2010 ; ADL du 29 janvier 2009), **les juges européens semblent avoir eu à cœur de signifier explicitement que leur patience n'était pas sans limite** et qu'elle peut rapidement s'épuiser dès l'examen la recevabilité. Mais corrélativement, le temps et les moyens consacrés par la Cour dans cette affaire pour parvenir à une telle issue ne sont pas sans révéler les défauts et insuffisances des armes contentieuses strasbourgeoises. A l'évidence, ces dernières gagneraient à être mieux aiguës afin de prévenir et réprimer plus efficacement de tels abus flagrants et manifestes.

*

- 14 Cour EDH, 2^e Sect. 18 octobre 2011, *Petrović c. Serbie*, Req. n° 56551/11 et dix autres requêtes (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais
- 15 Jurisprudence liée :
- 16 - Sur la notion de « victime » au sens de l'article 34 : Cour EDH, 2^e Sect. Déc. 28 juin 2011, *Association "Ligue des musulmans de Suisse" et autres c. Suisse et Hafid Ouairi c. Suisse*, Resp. Req. n° 66274/09 et Req. n° 65840/09 – ADL du 15 juillet 2011 ; Cour EDH, 5^e Sect. 30 juin 2011, *De Souza Ribeiro c. France*, Req. n° 22689/07 – ADL du 1^{er} juillet 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 26 mai 2011, *R.R. c. Pologne*, Req. n° 27617/04 – ADL du 29 mai 2011 ; Cour EDH, 4^e Sect. 10 mai 2011, *Mosley c. Royaume-Uni*, Req. 48009/08 – ADL du 11 mai 2011 ; Cour EDH, 2^e Sect. 14 décembre 2010, *Ternovszky c. Hongrie*, Req. n° 67545/09 – ADL du 14 décembre 2010 ; Cour EDH, 2^e Sect. 27 juillet 2010, *Aksu c. Turquie*, Req. n° 4149/04 et 41029/04 – ADL du 28 juillet 2010 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 29 juin 2010, *Hubert Caron et autres c. France*, Req. n° 48629/08 – ADL du 3 août 2010 ; Cour EDH, Dec. 3^e Sect. 14 septembre 2010, *Alois Farcaș c. Roumanie*, Req. n° 32596/04 – ADL du 4 octobre 2010 (2).
- 17 - Sur l'interdiction de l'abus de droit au sens de l'article 17 de la Convention : Cour EDH, 5^e Sect. Déc. 7 juin 2011, *Bruno Gollnisch c. France*, Req. n° 48135/08 – ADL du 24 juillet 2011 ; Cour EDH, G.C. 6 janvier 2011, *Paksas c. Lituanie*, Req. n° 34932/04 – ADL du 7 janvier 2011 ; Cour EDH, 1^e Sect. 22 avril 2010, *Fatullayev c. Azerbaïdjan*, Req. n° 40984/07 – ADL du 26 avril 2010 ; Cour EDH, 4^e Sect. Déc. 24 juin 2003, *Garaudy c. France*, Req. n° 65831/01.
- 18 - Sur le nouveau critère de recevabilité lié à l'« absence de préjudice important » : Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 14 décembre 2010, *Ladislav Holub c. République Tchèque*, Req. n° 24880/05 et Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 8 février 2011, *Bratři Zátkové, A.S. c. République Tchèque*, Req. n° 20862/06 – ADL du 28 février 2011 ; Cour EDH, Dec. 1^e Sect. 1^{er} juillet 2010, *Vladimir Petrovich Korolev c. Russie*, Req. n° 25551/05 – ADL du 3 août 2010 ; Cour EDH, Dec. 3^e Sect. 1^{er} juin 2010, *Adrian Mihai Ionescu c. Roumanie*, Req. n° 36659/04 – ADL du 29 juin 2010.